

**REGLEMENT INTERIEUR
DU COMITE DU SYSTEME HARMONISE**

CHAPITRE I - COMPOSITION ET FONCTIONS

Article 1^{er}

Conformément aux dispositions du paragraphe 1 de l'Article 6 de la Convention internationale sur le Système harmonisé de désignation et de codification des marchandises (dénommée ci-après "la Convention"), le Comité du système harmonisé (dénommé ci-après "le Comité") est composé des représentants de chacune des Parties contractantes à la Convention. Chaque Partie contractante est membre du Comité.

Article 2

Les fonctions du Comité sont celles qui lui sont assignées par l'Article 7 de la Convention.

CHAPITRE II - REPRESENTATION

Article 3

Chaque membre du Comité peut nommer un délégué et un ou plusieurs délégués suppléants pour le représenter au Comité. Les représentants des membres du Comité peuvent être assistés de conseillers.

Article 4

Les Membres du Conseil qui ne sont pas Parties contractantes à la Convention peuvent se faire représenter aux réunions du Comité par un délégué et un ou plusieurs délégués suppléants. Ces représentants assistent aux sessions du Comité en qualité d'observateurs ayant le droit de participer aux discussions mais sans voix délibérative. Ils peuvent être assistés de conseillers.

Article 5

Les documents accréditant les délégués et les délégués suppléants auprès du Comité sont transmis au Secrétaire général et peuvent être communiqués directement par les administrations compétentes.

Les délégués et délégués suppléants demeurent en fonction aussi longtemps que le Secrétaire général n'a pas été informé qu'il a été mis fin à leur mandat.

Les noms des conseillers chargés d'assister les délégués sont communiqués au Secrétaire général.

Article 6

Le Secrétaire général peut inviter à assister aux réunions du Comité, en qualité d'observateurs, les représentants d'Etats non membres du Conseil et, sous réserve de l'approbation du Président du Comité, les représentants d'organisations intergouvernementales

ou autres organisations internationales et tout expert dont la participation est jugée souhaitable.

CHAPITRE III - SESSIONS DU COMITE

Article 7

Conformément aux dispositions du paragraphe 2 de l'Article 6 de la Convention, le Comité tient en règle générale au moins deux sessions par an. Si elles n'ont pas été déterminées au préalable par le Conseil, la date d'ouverture et la durée de chaque session sont fixées par le Comité au cours de sa session précédente. En cas d'urgence, la date d'ouverture et la durée de la session peuvent être modifiées par le Secrétaire général avec l'approbation du Président du Comité.

Article 8

Conformément aux dispositions du paragraphe 3 de l'Article 6 de la Convention, les sessions du Comité sont convoquées par le Secrétaire général et, sauf décision contraire des Parties contractantes, se tiennent au siège du Conseil.

Article 9

Le Secrétaire général informe tous les membres du Comité et les autres Membres du Conseil de la date d'ouverture et de la durée de chaque session du Comité, au moins 30 jours avant la date d'ouverture de la session, sauf à réduire ce délai en cas d'urgence. Il notifie en même temps cette date et cette durée à chaque délégué au Comité.

CHAPITRE IV - ORDRE DU JOUR

Article 10

Un ordre du jour provisoire pour chaque session est communiqué à chaque membre du Comité, à chaque Membre du Conseil autre qu'un membre du Comité, à chaque délégué et à chaque observateur en même temps qu'ils sont invités à participer à la session.

Cet ordre du jour comprend tous les points dont l'inscription a été approuvée par le Comité au cours de la session précédente ainsi que tous les points dont l'inscription a été demandée par le Conseil, le Secrétaire général, le Président du Comité ou tout membre du Comité.

Les points soulevés par les membres du Comité ne sont toutefois inscrits à l'ordre du jour d'une session que s'ils parviennent au Secrétariat huit semaines au moins avant la date d'ouverture de cette session. Ceux qui sont reçus ultérieurement sont inscrits sur une liste complémentaire annexée à l'ordre du jour provisoire.

En principe, tous les documents de base doivent être envoyés aux membres du Comité 30 jours au moins avant la date d'ouverture de la session.

Article 11

Le Comité fixe son ordre du jour à l'ouverture de chaque session. Il peut notamment décider d'y inclure ou non tout point figurant sur la liste complémentaire. Au cours de la session, l'ordre du jour peut être modifié à tout moment par le Comité.

CHAPITRE V - BUREAU ET CONDUITE DES DEBATS

Article 12

Conformément aux dispositions du paragraphe 5 de l'Article 6 de la Convention, le Comité élit parmi les délégués ou délégués suppléants de ses membres son Président ainsi qu'un ou plusieurs Vice-Présidents. Le Président et les Vice-Présidents sont élus pour un an; sauf circonstances particulières, ils ne sont rééligibles que pour un nouveau mandat consécutif d'un an. Le Président ou le Vice-Président qui n'est plus accrédité auprès du Comité par le membre concerné cesse automatiquement d'être Président ou Vice-Président.

Article 13

En cas d'absence du Président, la présidence est assurée par un Vice-Président qui a, dans ce cas, les mêmes pouvoirs et obligations que le Président.

Article 14

Le Président participe aux débats en cette qualité et non comme représentant d'un membre du Comité.

Article 15

Outre l'exercice des pouvoirs qui lui sont conférés en vertu d'autres dispositions du présent Règlement, le Président prononce l'ouverture et la clôture de chaque séance, donne la parole, dirige les discussions, met les questions aux voix, proclame les décisions, se prononce sur les motions d'ordre et, conformément au présent Règlement, règle les débats. Il peut également rappeler un orateur à l'ordre si les observations de ce dernier s'écartent du point discuté.

Article 16

Au cours de la discussion de toute question, une délégation peut soulever une motion d'ordre. En ce cas, le Président prend immédiatement une décision. Si cette décision est contestée, le Président la met aux voix et elle reste acquise si le Comité ne l'infirme pas.

Article 17

Conformément aux dispositions du paragraphe 8 de l'Article 6 de la Convention, le Comité crée tout Sous-Comité ou Groupe de travail qu'il estime nécessaire en vue notamment de l'aider à élaborer les amendements à apporter à la Convention.

Le Comité élit parmi ses membres le Président de chacun de ces Sous-Comités ou Groupes de travail et, s'il y a lieu, un ou plusieurs Vice-Présidents. Il détermine également la

composition, les droits relatifs au vote et le Règlement intérieur de ces Sous-Comités ou Groupes de travail ainsi que les questions que ces Sous-Comités ou Groupes de travail doivent examiner.

Toutes les propositions de ces Sous-Comités ou Groupes de travail sont soumises au Comité pour décision.

CHAPITRE VI - QUORUM ET VOTE

Article 18

Le Comité ne peut valablement siéger que si 40% ou 40 de ses membres sont représentés, le plus petit de ces deux nombres étant retenu.

Article 19

Sous réserve des dispositions de l'Article 17 de la Convention, les droits de vote des membres sont identiques à ceux prévus pour les Parties contractantes au paragraphe 4 de l'Article 6 de la Convention.

Les décisions concernant les modifications au Règlement intérieur du Comité sont prises conformément aux dispositions du paragraphe 6 de l'Article 6 de la Convention.

Les décisions concernant les amendements à apporter à la Convention sont prises à la majorité des deux tiers des voix exprimées par les membres du Comité.

Les autres décisions sont prises à la majorité simple des voix exprimées par les membres du Comité.

Le fait de n'avoir pu recueillir la majorité ainsi définie sur une question déterminée n'empêche pas le Comité de faire rapport au Conseil à ce sujet.

CHAPITRE VII - RESERVES

Article 20

Conformément à la Décision du Conseil n° 298, le Secrétaire général est autorisé, à la demande d'une Partie contractante, à renvoyer directement devant le Comité les questions couvertes par le paragraphe 2 de l'Article 8 de la Convention, pour autant que la demande ait été notifiée par écrit avant la fin du deuxième mois qui suit celui au cours duquel une session du Comité du système harmonisé a été close. Le Secrétaire général doit alors inscrire la question à l'ordre du jour de la session suivante du Comité pour un nouvel examen.

Lorsque différentes Parties contractantes demandent que la même question soit renvoyée devant le Conseil et devant le Comité, ou lorsqu'une Partie contractante ne précise pas si la question doit être soumise au Conseil ou directement au Comité, la question est soumise au Conseil. Le Secrétaire général informe toutes les Parties contractantes dès qu'il reçoit une demande de renvoi d'une question devant le Conseil ou devant le Comité.

Toute Partie contractante qui formule une demande de renvoi d'une question devant le Conseil ou devant le Comité a la faculté de la retirer à tout moment avant que la question soit examinée par le Conseil ou réexaminée par le Comité. Toutefois, lorsque le Conseil décide de renvoyer cette question devant le Comité, celui-ci l'examine. Lorsqu'une Partie contractante retire une demande, la décision initiale prise par le Comité est réputée approuvée, sauf si aucune décision n'a été prise au sujet d'une demande concernant la même question déposée par une autre Partie contractante. Le Secrétaire général notifie aux Parties contractantes tout retrait d'une demande.

Les demandes adressées au Secrétaire général en vue de renvoyer une question devant le Conseil ou devant le Comité pour nouvel examen conformément à l'Article 8.2 de la Convention sur le Système harmonisé et à la Décision du Conseil n° 298 ne peuvent pas être introduites avant le jour qui suit celui de la clôture de la session du Comité mais doivent être communiquées avant la fin du deuxième mois qui suit celui au cours duquel la session du Comité a été close.

Lorsque, conformément aux dispositions du paragraphe 3 de l'Article 8 de la Convention et à la Décision du Conseil n° 298, une question est renvoyée en totalité ou en partie devant le Comité pour un nouvel examen, la Partie contractante ayant demandé que cette question soit réexaminée soumet au Secrétaire général, 60 jours au moins avant la date d'ouverture de la prochaine session du Comité, une note exposant les motifs de sa demande, ainsi que ses propositions pour résoudre la question. Le Secrétaire général diffuse cette note aux autres Parties contractantes.

CHAPITRE VIII - SECRETARIAT

Article 21

Le Secrétariat du Conseil assure le secrétariat des sessions du Comité. Il diffuse les communications des membres du Comité concernant les questions inscrites à l'ordre du jour de ces sessions, établit les documents de travail et rédige les rapports des sessions.

CHAPITRE IX - LANGUES ET COMPTES RENDUS

Article 22

Les langues officielles du Comité sont le français et l'anglais. Les discours ou déclarations faits dans l'une de ces langues sont immédiatement traduits dans l'autre langue officielle, sauf renonciation de tous les délégués des membres du Comité présents. Les discours ou déclarations faits dans une autre langue sont, sous la même réserve, traduits en français et en anglais, mais dans ce cas, la délégation intéressée fait assurer elle-même la traduction en français ou en anglais.

Le français et l'anglais seront seuls employés dans les documents officiels du Comité. Les documents et la correspondance destinés au Comité doivent être rédigés dans l'une des deux langues officielles.

Article 23

Le Comité approuve son rapport à la fin de chaque session.

CHAPITRE X - RELATIONS AVEC LE CONSEIL

Article 24

Le Président fait rapport sur l'activité du Comité à chaque session du Conseil.

CHAPITRE XI - PUBLICITE DES DEBATS

Article 25

Sauf décision contraire du Comité, ses sessions sont ouvertes uniquement aux délégations de ses membres et, sous réserve des dispositions des Articles 4 et 6 du présent Règlement, à celles des observateurs.

CHAPITRE XII - REVISION

Article 26

Ce Règlement peut être modifié en tout ou en partie conformément aux dispositions du paragraphe 6 de l'Article 6 de la Convention.

Toutefois, aucune proposition visant à modifier le présent Règlement ne sera prise en considération lors d'une session du Comité, sauf si le texte de la modification proposée a été communiqué par écrit aux membres du Comité 60 jours au moins avant le début de la session.

* * *